

## Si les classes populaires étaient écoutées

Le prix de l'essence, qui mit les "gilets jaunes" dans la rue, n'avait jamais eu les honneurs des revendications des organisations de gauche. Dans les classes populaires, c'est loin d'être le seul thème en mal de résonance politique ou syndicale.



Anna Caruso. – "Le cose felici non si ripetono" (Les choses heureuses ne se répètent pas), 2015 - © Anna Caruso - [www.annacaruso.it](http://www.annacaruso.it)

"Le prix de l'essence ou le carburant de la lutte de classes". À propos de la revendication initiale des "gilets jaunes", ce sous-titre d'une revue proche du Nouveau Parti anticapitaliste (NPA) ne souffre aucune ambiguïté. Au titre près : "Soulèvement populaire en Iran"<sup>1</sup>.

Pour les révoltés iraniens de l'automne 2019, les communiqués de solidarité de la gauche syndicale et politique française fleurirent. Il en fut de même pour la dizaine de morts gisant sur les pavés de Quito et les centaines de blessés qui furent victimes quelques semaines plus tôt en Équateur... de la répression de manifestations contre l'augmentation des prix des carburants.

Un an auparavant, les mêmes organisations se réjouissaient de la révolution en marche au Soudan : peu d'entre elles rappelèrent que l'un de ses préludes fut l'explosion de ces mêmes prix, qui déclencha des insurrections en 2012 et en 2013. Cette énumération serait taxée d'amnésie sans une date importante de la mémoire de la gauche : le 27 février 1989, à Caracas, c'est entre autres, là encore, l'envolée du prix de l'essence qui déclencha le *caracazo*, soulèvement populaire qui fit trois mille morts vénézuéliens et qui annonça l'élection de Hugo Chávez en 1998.

Il semblerait que le soutien massif de la gauche politique et syndicale française aux révoltes contre les prix à la pompe soit inversement proportionnel à la distance qui la sépare de la contestation. Car, alors que le même motif de colère s'apprête à mener des centaines de milliers de "gilets jaunes" dans les rues de France, en novembre 2018, l'enthousiasme faiblit :

*"Largement appuyé par les patrons du transport et relayé par la droite et l'extrême droite, cet appel rencontre aujourd'hui un large écho dans les milieux populaires."*<sup>2</sup>

Côté syndical, on aurait également cherché en vain la veine fraternelle qui irrigue les communiqués de solidarité internationale :

<sup>1</sup> *Révolution permanente*, 20 novembre 2019.

<sup>2</sup> *"Contre le gouvernement des riches, bloquer l'offensive, taxer les profits, augmenter les revenus"*, NPA (Nouveau Parti anticapitaliste), 13 novembre 2018.

"Ce mouvement (...) ne pose pas forcément les bonnes questions et donc n'a pas forcément les bonnes réponses", pouvait-on entendre dans la bouche d'un secrétaire confédéral de la Confédération générale du travail (CGT)<sup>3</sup>.

Et pourtant. Avant que les "gilets jaunes" ne placent le prix du carburant sous les feux de l'actualité, il suffisait de fréquenter n'importe quel café de n'importe quelle campagne de France pour savoir que, depuis une décennie, grondait la colère populaire autour d'un thème central : la voiture. Les radars ! L'essence ! Le diesel ! Le contrôle technique ! Les vignettes ! Mais la gauche syndicale et politique habite-t-elle ces campagnes ? Fréquente-t-elle ces établissements ? Et si tel était le cas, aurait-elle été capable de discerner dans ces propos autre chose que des brèves de comptoir ? Les programmes des partis pour la prochaine élection présidentielle répondent : de la cherté de l'automobile il n'est nulle mention... mis à part pour marteler qu'il faut "sortir" de ce mode de transport polluant ("repenser la mobilité individuelle"<sup>4</sup>, "réduire la place de la voiture"<sup>5</sup>, "privilégier les déplacements doux"<sup>6</sup>).

Hormis le prix des transports, qu'est-ce qui mobilise les classes populaires ? Une chose est sûre, la "politique politicienne" (les luttes de pouvoir, les stratégies électorales...) les rebute — les taux d'abstention permettent de le vérifier à chaque élection. Ne serait-ce pas justement parce que leurs inquiétudes, leurs tourments sont inconnus, ou presque, des organisations qui prétendent parler en leur nom ? Nous avons enquêté auprès de personnes issues des classes populaires : femme de ménage, puéricultrice, ouvrière à la chaîne, plombier, carreleur... Des femmes, en majorité, jeunes, moins jeunes et retraitées, issues de différents milieux professionnels et provenant de lieux géographiques divers (urbains, ruraux, périurbains).

Première surprise : une minorité d'entre elles affirme souhaiter l'augmentation des salaires, obsession des organisations de gauche. Chacune insiste pourtant sur le coût de la vie, qui ne fait qu'augmenter. Dans les ménages rencontrés, ce sont systématiquement les femmes qui tiennent les comptes. Chronophage, source de stress, cette activité les change en d'impitoyables comparatrices de prix. Leur colère porte sur ceux de la vie courante, sur l'angoisse du porte-monnaie qu'on ouvre tous les jours en constatant qu'il se vide de plus en plus vite. Leur revendication est nette : l'encadrement strict des prix des produits de première nécessité. Pouvoir remplir le frigo sans y penser, pour ainsi dire, sans comparer, sans traquer l'étiquette, sans d'épuisantes heures de recherche sur Internet. Augmenter les salaires ? "Tout augmenterait derrière, et on ne gagnerait rien !" Rappelons que les prix ne sont libres en France que depuis 1987... À l'encadrement des prix des denrées de base, les enquêtées ajoutent le plafonnement, selon elles indispensable, des factures : gaz, électricité, mutuelles, etc. — pour que cesse l'omniprésente "angoisse de la boîte aux lettres".

Seconde surprise : l'école. Les organisations syndicales et politiques axent en général leurs discours sur les moyens qui manquent à ce service public. Nulle mention de ce point chez les personnes que nous avons rencontrées. En revanche, toutes sont furieuses du prix de l'école. Celle-ci est chère, elle est hors de prix : garderie, centre de loisirs, cantine, fournitures scolaires, sorties plombent littéralement le budget de ces familles. Si ces dépenses concernent majoritairement le temps périscolaire, les enquêtées l'incluent néanmoins dans un exorbitant poste de dépenses "école". Autant dire que le discours sur les moyens à allouer à l'éducation nationale est inaudible, d'autant qu'il s'accompagne d'ordinaire à gauche d'une mise en garde : "Nous allons vers une école à l'américaine." Les enfants des

<sup>3</sup> M. Fabrice Angeï, cité par Libération, Paris, 12 novembre 2018.

<sup>4</sup> "L'avenir en commun. Le programme pour l'union populaire", La France insoumise, 18 novembre 2021.

<sup>5</sup> "Vivant. Liberté, égalité, fraternité, biodiversité. Projet pour une République écologique", Europe Écologie - Les Verts, 16 mars 2020.

<sup>6</sup> "Construisons la France en commun", Parti communiste français, 12 juin 2020.

classes populaires y sont déjà — sans même parler de leur avenir, que chacun perçoit extrêmement sombre : *"Si jamais les petits vont au-delà du bac, ce sera impossible de leur payer des études."*

### *"Construire une organisation avec des gens comme nous"*

Mais les enfants des classes populaires ne font pas qu'étudier : ils se divertissent, aussi — souvent en prolongeant des activités auxquelles l'école les a sensibilisés. Ils se heurtent alors au même mur : celui de l'argent. Sport, cinéma, théâtre, librairies : tous les loisirs sont *"hors de prix"*. Sur les écrans de téléphone, d'ordinateur, sur les feuilles blanches et dans les carnets de comptes dansent les virgules, et tombe le même verdict : l'interdiction des loisirs pour cause de coût trop élevé. Un lien direct est fait avec l'omniprésence des écrans :

*"On ne peut pas sortir, c'est trop cher. Donc on prend un écran plat, on abonne les gamins à des jeux et à Netflix..."*

Poser, par ailleurs, la question du travail revient ici à parler de troubles musculo-squelettiques, d'arthrose, de lombalgies, de hernies discales, de calcifications, de lumbagos, de handicaps partiels ou permanents... Le travail manuel, omniprésent chez ces salariés, brise les corps. Y compris les corps jeunes. La revendication est aussi unanime qu'absente des programmes des organisations de gauche : l'alignement de la rémunération du travail manuel sur le travail intellectuel, avec la mise en place de carrières très courtes pour les métiers pénibles — *"comme dans l'armée ou la police, parce qu'on ne peut pas faire plus"*. Tout le reste est vu comme des mesurette :

*"Leur retraite à 60 ans, c'est du pipeau, à 50 ans, on est déjà foutus."*

Prétendre à la retraite, d'ailleurs, ce sont des imbroglios administratifs qui épuisent, tant ils constituent le quotidien de celles et ceux qui chaque jour doivent retrouver leur chemin dans le maquis des aides. Émerge alors un axe revendicatif qui revient régulièrement : que les *"aides sociales"* de toutes natures soient attribuées de manière aussi automatique que les institutions diverses prélèvent les sommes dues sur les comptes en banque, pourtant en souffrance, de ces familles. Le taux de non-recours aux aides sociales, frappant une famille sur trois y ayant droit, pour un préjudice de 10 milliards d'euros<sup>7</sup>, suggère que cette idée n'est pas complètement farfelue... Enfin, à rebours des enquêtes d'opinion, insécurité et immigration sont absentes des préoccupations des personnes interrogées. Vraisemblablement parce que la scène politique est saturée d'interventions autour de ces thèmes, tandis que les autres sont absents : nos questions portaient en effet sur les préoccupations qui ne trouvent aucun écho politique ou syndical.

Pour porter ces propositions, il faut des organisations. Lesquelles ? Problème : toutes, à gauche, sont discréditées parmi notre public. En cause, pêle-mêle : leur langage, *"qui ne ressemble pas au nôtre"*. Les incantations et propos de papier, en contradiction avec l'absence d'actions concrètes, aux effets pratiques immédiatement palpables. La forme des organisations, également, vue comme un permanent système de primes à l'ego, à l'argent, aux honneurs, aux places. Et, par-dessus tout, ces convictions se nourrissent d'un désintéret plus profond, fondé sur ce fait central exprimé avec certitude : *"De toute façon, la politique, ça ne change pas la vie."* La jeune esthéticienne qui nous a résumé d'une phrase ce sentiment commun à tous ignorait que l'ambition de *"changer la vie"*, empruntée à Arthur Rimbaud, fut justement le slogan d'une gauche qui prônait la rupture.

---

<sup>7</sup> Dominique Esway, *"Au moins 10 milliards d'euros d'aides sociales ne sont pas réclamés"*, France Bleu, 15 juin 2018.

Depuis, l'absence de solution de rechange pratique et théorique a atteint son objectif : s'intéresser, s'investir, s'engager en politique est devenu inutile, "puisque rien ne change, ce sont toujours les mêmes qui trinquent". Mais de ceux-là dépend précisément le changement, l'histoire l'a assez prouvé. Le discrédit général dans lequel les formations de gauche sont plongées suggère une piste, évoquée par les intéressés eux-mêmes : "Construire une organisation avec des gens comme nous." Comme eux sociologiquement, mais aussi comme eux politiquement : sans but électoral — au moins dans un premier temps. Une organisation qui se soucierait de la vie concrète des gens, de leurs frigos vides (aide alimentaire), du prix de l'école (mutuelle des écoles, soutien scolaire), du prix des loisirs (cinéma solidaire, sorties à prix réduits), etc.

Il faut croire que ce type de projet ne passionne plus autant qu'avant les organisations de gauche. Ainsi, l'après-"gilets jaunes" vit fleurir une unanimité presque inédite au sein de celles-ci contre la privatisation d'Aéroports de Paris. On expliqua alors partout que c'était aller dans le sens historique des "gilets jaunes", avec le référendum d'initiative partagée, que tous les ronds-points du pays allaient s'en emparer, etc. Peu importait que la plupart des occupants des mêmes ronds-points les eussent envahis car ils ne pouvaient plus se servir de leur voiture, alors qu'ils n'étaient souvent jamais montés dans un avion de leur vie... Et que la sociologie électorale de la participation au référendum fît apparaître "un signataire-type qui vote à gauche, est diplômé et dispose d'un capital culturel important"<sup>8</sup>. Les grandes campagnes "populaires" lancées récemment, par les mêmes organisations peuplées des mêmes militants, contre la 5G et Amazon — avec des arguments écologiques qui constituent rarement le cœur des préoccupations populaires — n'ont pas rencontré un grand succès dans les profondeurs du pays. En 2009, en revanche, le *Liyannaj Kont Pwofitasyon* (LKP, Collectif contre l'exploitation outrancière) organisa quarante-quatre jours de paralysie de la Guadeloupe. L'étincelle ? Le prix de l'essence...

Pierre Souchon  
Journaliste.

## Dossier

- **Pourquoi la gauche perd** ➡ Pour la gauche européenne, c'est l'hiver. Loin des espoirs suscités par leurs débuts, les nouvelles formations critiques envers la social-démocratie, Podemos en Espagne et Die Linke en Allemagne, sont elles aussi affaiblies, tandis qu'en Italie la disparition du Parti communiste, en avril 1991, a laissé le camp progressiste sans boussole. (...)
- **On aimerait bien, mais on ne peut plus...** > Benoît Bréville & Serge Halimi ➡ Les erreurs et les reniements de la gauche au pouvoir, en particulier en Europe, expliquent qu'elle n'ait tiré aucun bénéfice du mécontentement général. Mais, au-delà de son bilan de faillite, quelles perspectives (...)
- **Le choix des mots** > Evelyne Pieller ➡ Après diverses compromissions, théorisées parfois comme un dépassement des clivages, les partis qui s'en réclament cherchent à redonner à la gauche une identité. La dilution dans le pathos de la "lutte des classes" (...)
- **Dos au mur, appeler un chat un chat, objectif commun** ➡ Dos au mur "Pour la famille politique que je représente, l'explosion sociale de pratiquement toutes les corporations ouvrières et salariales — en CDD [contrat à durée déterminée], en intérim, et ainsi de suite (...)

<sup>8</sup> Étienne Girard, "Référendum ADP : qui a signé et qui s'en fout ? Sociologie du RIP", Marianne, Paris, 19 juillet 2019.

- Podemos ou l'illusion du neuf > Maëlle Mariette ➡ Le camp progressiste semble parfois embourbé dans son jargon, écrasé par ses icônes. Mais "faire neuf" ne suffit pas pour l'emporter. Et se montrer "moins militant" peut conduire à se priver d'un soutien crucial (...)
- Révolutionnaire en paroles, portrait-robot, "c'est un fait", souvenirs... ➡ Révolutionnaire en paroles "Quiconque attend une révolution sociale "pure" ne vivra jamais assez longtemps pour la voir. Il n'est qu'un révolutionnaire en paroles qui ne comprend rien à ce qu'est une révolution. (...)
- En Allemagne, deux lignes pour un même camp > Peter Wahl ➡ Proverbiales et décourageantes, les querelles internes des partis reflètent parfois des choix stratégiques cruciaux. C'est le cas en Allemagne de Die Linke (La Gauche) : doit-elle reconquérir sa base populaire (...)
- L'étrange disparition du Parti communiste italien > Antoine Schwartz ➡ Revendiquant jusqu'à trois millions d'adhérents, le Parti communiste italien fut longtemps la plus puissante formation communiste d'Europe occidentale, celle qui faisait frémir les États-Unis. Il a cessé (...)
- Un marché plus efficace, unité, convergence des luttes ➡ Un marché plus efficace "Le social-libéralisme ? C'est le libéralisme sans la brutalité. Je ne suis pas un libéral, dans le sens où la logique du marché devrait tout emporter. En revanche, j'admets dans (...)
- Origines sociales et représentation politique > Cécile Marin